CONCURSO PÚBLICO

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

CARGO: TERCEIRO SECRETÁRIO DA CARREIRA DE DIPLOMATA

PROVA DISCURSIVA – TERCEIRA FASE

FRANCÊS - RESUMO

Aplicação: 8/10/2017

PADRÃO DE RESPOSTA DEFINITIVO

Beaucoup de critiques se dressent contre la professionnalisation de la politique, une attitude tellement populaire qu'elle peut ouvrir le chemin de l'Élysée, à exemple de la campagne d'Émmanuel Macron. Par crainte d'une stigmatisation, les hommes politiques cherchent à cacher les longs trajets politiques de leurs biographies. Cependant, une enquête montre que l'accès à la politique a connu d'importantes transformations. En effet, les enquêteurs ont étudié le parcours de 1738 élus à partir de 1970 jusqu'à nos jours. Ce portrait montre que les députés des années 2010 sont en majorité des hommes, diplômés, issus des classes supérieures, plus âgés que leurs congenères de 1970, qui passent une grande partie de leur vie dans le milieu politique, débutant très tôt leurs carrières dans des postes rémunérés d'auxiliaires politiques. Voilà ce qui confirme la thèse de la professionnalisation de la carrière, tous les partis confondus.

Cette précocité permet aux élus de connaître le milieu et donc de perfectionner leur habileté à mieux convaincre. Fréquemment cette carrière démarre dans les postes locaux avant qui'ils s'investissent dans une dispute nationale, créant ainsi une longue file d'attente, une espèce de « lutte des places ». Or, ce genre de parcours uniformisé a pour conséquence la formatation idéologique du personnel politique accrûe d'une personnalisation, de sorte que ce sont les hommes politiques et non les partis qui sont convoqués à s'exprimer dans les médias. L'origine sociale représente un autre bouleversement. Il y a moins d'ouvriers à cause de la disparition des grands partis de gauche et, d'autre part, il y a une réduction d'élus issus des professions libérales, ce qui prouve que la file d'attente est incompatible avec la dédication que ces élus doivent vouer à la vie des localités qu'ils représentent. La difficulté de l'accès des ouvriers et employés aux mandats, ainsi que la longue carrière et le nepotisme, chaque fois plus fréquent, suscitent des réformes.

Plusieurs propositions ont surgi, comme la réduction des indémnités, qui inhibe l'intérêt des classes populaires à la filière politique ; l'interdiction du cumul des mandats, qui favorise la rotation des postes, certes, mais augmente le nombre d'auxiliaires ; le tirage au sort des législateurs, qui apporterait une solution radicale au problème de la professionnalisation et transformerait la conception de représentation politique, mais pourrait provoquer la disparition de l'expérience, ce qui aboutirait à une remise du pouvoir entre les mains non plus de cumulards, mais d'experts même pas élus qui conseilleraient les représentants tirés au sort. Il n'est pas certain que la démocratie sorte gagnante de ce qui s'apparenterait à une ruse de la raison présidentialiste. En bref, le débat sur les réformes retombent le plus souvent sur les élus alors qu'ils devraient retomber sur l'organisation du pouvoir et de la démocratie représentative.